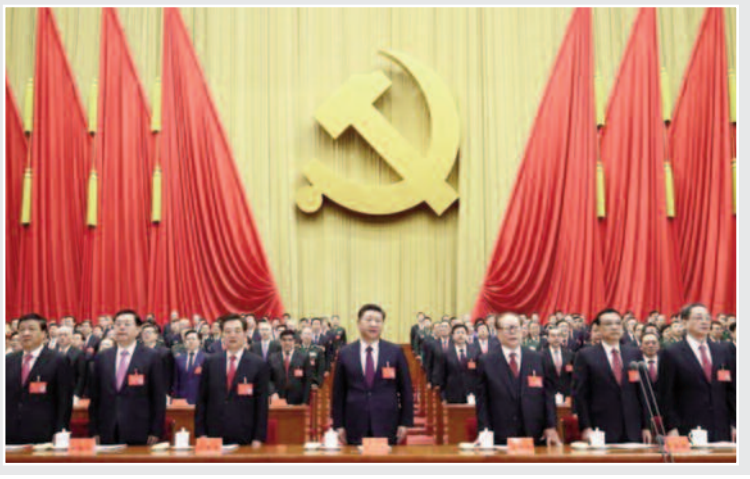


Parti Communiste Chinois

LE CENTENAIRE NE FAIT QU'INAUGURER LA FORCE DE L'ÂGE

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7032 - JEUDI 1ER JUILLET 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Evaluation de l'enseignement à distance

Le ministère lance une enquête

Page 4

AYMEN BENABDERRAHMANE POURSUIVRA LES CONSULTATIONS

UN FINANCIER À LA TÊTE DU GOUVERNEMENT



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas attendu la fin des consultations avec les chefs des partis politiques, vainqueurs du scrutin législatif du 12 juin dernier pour trancher sur le nom de celui qui sera à la tête du prochain gouvernement. Sa décision définitivement prise, elle a été rendue publique hier. Le chef de l'Etat a nommé. Aymen Benabderrahmane, Premier ministre, en le chargeant de poursuivre les consultations avec les partis politiques et la société civile pour la formation du gouvernement.
Page 3

MAKRI BOYCOTTE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT :

«Nous voulons être au pouvoir, et non sa façade»

Page 3

RECRUDESCENCE DES CAS COVID-19

Le Pr. Mahyaoui tire la sonnette d'alarme

Page 2

SELON L'AMBASSADRICE DE LA TURQUIE

Vers l'ouverture d'un centre culturel turc à Alger

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE L'APW DE MÉDÉA

Des projets au profit des zones d'ombre et de l'AEP au menu

LA DEUXIÈME session ordinaire de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Médéa s'est ouverte, mercredi, en présence des élus, des membres de l'exécutif et des chefs de daira, ayant inscrit à son ordre du jour, notamment l'examen et l'adoption du compte administratif 2020et du budget supplémentaire (BS) 2021, l'ouverture et le transfert de crédits, les postes budgétaires prévus, la situation des zones d'ombre, l'état d'application des précédentes délibérations et aux divers.

Dans son allocution prononcée à cette occasion, le président de l'APW, Farouk Bougeraa, a indiqué que l'institution élue examine les points figurant dans l'ordre des priorités de la wilaya conformément aux dispositions du code de la wilaya et qui sont sont considérés comme essentiels à la bonne marche des actions de l'exécutif, notamment le BS et le compte administratif qui focalisent les débats.

Il ajoutera que la session accorde un intérêt particulier au dossier relatif au développement des zones d'ombre et l'état d'avancement et d'exécution des projets inscrits en faveur de ces zones, une occasion aussi d'évaluer le niveau de développement économique de la wilaya en ce qui concerne la réalisation des différents programmes alloués ainsi que les projets achevés, les projets définitivement clôturés et les actions de développement qui seront proposées au titre des futurs programmes, en plus d'un point réservé aux «divers».

Lui succédant, le wali de Médéa, Djahid Mous, a donné lecture de certaines actions contenues dans les programmes de développement inscrits au profit des zones d'ombre, à savoir 737 projets retenus, dont 384 projets achevés représentant 51 %, pour une enveloppe de 950 milliards de cts, portant en priorité sur des opérations d'alimentation en eau potable (AEP), de désenclavement et d'infrastructures éducatives et de santé.

Aussi, dira le wali, un programme d'urgence est mis en place pour l'amélioration de l'AEP des populations par l'installation d'une commission de suivi et de surveillance de la distribution d'eau travaillant 24h/ 24h et 7j/7J.

Dans le cadre du programme d'urgence, 84 projets ont été réalisés au titre des plans communaux de développement (PCD), l'exploitation des anciennes infrastructures de production d'eau, la réhabilitation de 19 forages et l'acquisition de 45 motopompes de secours pour l'approvisionnement eau potable à partir du système de Koudiet Acerdoune, en sus de la réalisation d'un forage et d'une conduite d'adduction, la réhabilitation de 6 puits à Tablat, ainsi que le renforcement de l'AEP de la commune de Tamesguida à partir d'un réservoir d'une capacité de 2.000 m3.

En outre, la wilaya a procédé à l'acquisition de 6 camions-citernes financés sur budget de wilaya et 8 citernes tractables au profit des communes, a déclaré le wali dans son allocution, mettant en exergue les efforts consentis en matière de raccordement au réseau de gaz naturel des populations éparses de Tablat et El Aïssaouia et de plusieurs lotissements urbains à travers 12 communes. En somme, le taux de pénétration du gaz a atteint 84 % et sera relevé à près de 100 % à l'horizon 2022, et ce après achèvement des opérations lancées à travers 19 communes, alors que la prise en charge financière des travaux dans 7 communes sera assurée par le biais du Fonds de solidarité des collectivités locales, a encore indiqué le wali.

Nabil B.

RECRUDESCENCE DES CAS COVID-19

Le Pr. Mahyaoui tire la sonnette d'alarme

La situation épidémiologique du Covid-19 en Algérie est devenue actuellement « préoccupante », a déclaré le professeur Ryad Mahyaoui, membre de comité scientifique de suivi et l'épidémie de covid-19, d'autant plus, souligne-t-il, qu'elle coïncide avec la saturation les lits dans les hôpitaux ainsi qu'avec l'entrée de le saison estivale.

Les chiffres annoncés par le ministre de la Santé et de la réforme hospitalière, qui avoisine les 400 cas de nouvelles contamination quotidiennement reflètent la situation épidémiologique en Algérie qui inquiète les spécialistes de la santé et les membre du Comité scientifique. Intervenant sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale, le Pr Riad Mahyaoui affiche clairement ses inquiétudes quant à l'aggravation de la situation épidémiologiques. « La situation épidémiologique est très inquiétante. Les hôpitaux et les services de réanimation commencent à afficher complets, d'où la nécessité de récupérer des lits d'hospitalisation en fermant certains services pour les transformer en unité Covid », a-t-il affirmé. Le spécialiste a fait savoir que le ministère prépare un plan pour réaménager les lits de réanimations dans les hôpitaux et les services dédiées aux patients atteints de la covid-19, pour faire face au nombre croissant les infections, après, dit-t-il, que le taux d'occupation des lits a atteint un niveau alarmant. L'intervenant affirme également que l'augmentation des cas de contamination est en train de se propager au niveau de plusieurs wilayas et particulièrement dans les grandes villes, à l'instar d'Oran, Alger et Constantine. Le professeur Mahyaoui a mis en garde contre l'aggravation de le situation épidémiologique, réitérant son appel à tous les citoyens à respecter les mesures préventives telles que le port de masque et le respect de la distanciation sociale, soulignant qu'il y a un état d'indifférence et de relâchement observé dans les comportements des citoyens, affirmant qu'à l'heure actuelle, on devrait être prudent. Dans ce contexte, le membre du Comité scientifique et de suivi de l'épidémie de covid-19 se désole du manque d'adhésion des Algériens à la campagne de vaccination, appelant les citoyens à se rendre dans les centres de vaccination comme la meilleure solution pour contenir la pandémie. Il a tenu, dans ce sens, à rassurer les citoyens et de les incitant de faire confiance aux experts et aux médecins après la propagation de nombreuses rumeurs sur les effets secondaires des vaccins. « Il faut que l'on fasse confiance à ces vaccins qui ont prouvé leur efficacité même contre les variants, car plus il y a de personnes qui se font vacciner, plus on aura la chance de retrouver une vie normale et plus on pourra assurer la sécurité sanitaire de la population », a-t-il indiqué. Le Pr. Mahyaoui regrette le fait qu'une grande majorité des personnes âgées ou des malades chroniques, les catégories les plus vulnérable face à la pandémie, ne s'est pas encore fait vacciner. « La campagne de vaccination ne peut réussir qu'avec l'adhésion massive de la population », a-t-il estimé.



Lynda Louifi

397 NOUVEAUX CAS, 274 GUÉRISONS ET 8 DÉCÈS EN 24 H

TROIS CENT quatre-vingt-dix-sept (397) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 274 guérisons et 8 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué. Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 139.626 dont 397 cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 3.716 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 97.089 cas, précise le communiqué. Par ailleurs, 32 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 10 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 29 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 9 autres ont connu plus de 10 cas. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

S. N.

ANÉMIE HÉMOLYTIQUE À ANNABA

Le calvaire continue pour les malades

MANQUE DE poches de sang pour les transfusions, de médicaments et de prise en charge par les hôpitaux, les problèmes sont nombreux pour les malades atteints d'anémie hémolytique. Des malades ou des parents d'enfants atteints de cette grave maladie orpheline avouent que la grande difficulté rencontrée est la pénurie de poches de sang nécessaires pour les transfusions périodiques. Selon les sources du Jeune Indépendant, «les poches de sang recueillies par les malades dans leur entourage sont souvent utilisées par la banque de sang à d'autres desseins, comme les urgences notamment, laissant nos enfants ou les adultes malades attendre les transfusions alors qu'ils sont en danger». Autre grief relevé : la rareté du niveau du service des filtres et du produit nécessaire pour l'analyse du sang qui doit être perfusé aux malades. Les enfants ne sont pas épargnés par ce manque total d'intérêt, comme l'a précisé la mère d'un petit enfant malade. «Le transport des poches de sang que nous déposons pour nos enfants au niveau de la banque du sang ne sont jamais acheminés à temps vers les pédiatries de Sainte-Thérèse ou d'El-Bouni. Les enfants, malgré leur état, doivent attendre plusieurs heures, parfois une journée entière, avant qu'une ambulance les transporte». D'un autre côté, faute de places, les malades adultes accueillis à l'hôpital Pont-Blanc «doivent, la plupart du temps, rester assis sur une chaise pendant la perfusion à côté des d'autres malades venus pour différents traitements». Ce calvaire vécu par les personnes atteintes de cette maladie orpheline a poussé les concernés à créer une association pour tenter de défendre leur droit à une meilleure prise en charge et à une reconnaissance de la part des hôpitaux. Il convient de signaler que, malgré les différentes correspondances demandant aux responsables de la santé des différentes wilayas de prendre en charge ces malades, rien n'est encore entrepris dans ce domaine, et les malades doivent se battre, souvent seuls, pour trouver le moyen de se faire soigner. Quant aux malades démunis qui n'ont pas les moyens de payer les médicaments, , rien n'est prévu. Pas même une prise en charge par les pouvoirs publics. En attendant, le calvaire pour cette catégorie de malades continue.

Nabil Chaoui

AYMEN BENABDERRAHMANE POURSUIVRA LES CONSULTATIONS

Un financier à la tête du gouvernement

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, n'a pas attendu la fin des consultations avec les chefs des partis politiques, vainqueurs du scrutin législatif du 12 juin dernier pour trancher sur le nom de celui qui sera à la tête du prochain gouvernement. Sa décision définitivement prise, elle a été rendue publique hier.



«En vertu des dispositions de la Constitution, notamment l'article 91, les alinéas 5 et 7, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a nommé aujourd'hui [hier mercredi NDLR] M. Aïmen Benabderrahmane, Premier ministre, en le chargeant de poursuivre les consultations avec les partis politiques et la société civile pour la formation du gouvernement dans les meilleurs délais» indiquait un communiqué de la présidence de la République.

Le jour même, le nouveau Premier ministre a pris ses fonctions au Palais du gouvernement.

Il s'agit donc de Aymen Benabderrahmane, un des ministres du gouvernement Djerad, ce dernier ayant présenté la démission de toute l'équipe gouvernementale, jeudi dernier, au lendemain de l'annonce officielle des résultats définitifs des élections législatives. Et c'est un ministre des Finances. Le chef de l'Etat a porté son choix sur un financier et c'était quelque peu prévisible vu la situation complexe et difficile que traverse le pays marqué par une double crise financière et sanitaire qui nécessite une gestion rigoureuse des finances.

Disons, le peu d'argent dont dispose le pays, soit un montant de seulement 11 milliards de dollars de réserves de changes, de quoi tenir une année au plus.

Les indices demeurent au rouge malgré la hausse actuelle des prix du pétrole qui est loin d'être proportionnelle avec celle des prix des matières premières. Des prix qui sont en train d'exploser à travers le monde en raison de la pandémie de la Covid.

C'est une lourde mission dont est chargé le nouveau Premier ministre : réhabiliter la monnaie nationale, mener à terme le projet de réforme et de modernisation du système bancaire, mettre en œuvre le projet de révision du système des aides et subventions sociales et tout simplement relancer la machine économique à travers des projets de développent dans les secteurs d'activité.

En mars dernier, alors qu'il était ministre des Finances, M. Benabderrahmane s'est engagé à ce que le dinar algérien retrouve toute sa santé à la fin de l'année en cours. En sa qualité de nouveau Premier ministre, M. Aymen Benabderrahmane a été reçu hier par le président Tebboune.

Ce dernier l'a aussitôt chargé de poursuivre les consultations avec les partis politiques et les représentants de la société civile pour la formation du nouveau gouvernement. Il lui a surtout fixé un délai : la nouvelle équipe gouvernementale doit être désignée au complet la semaine prochaine.

Né le 30 août 1966 à Alger, M. Benabderrahamane occupait le poste de ministre des Finances depuis le 23 juin 2020 après avoir été gouverneur de la Banque d'Algérie depuis novembre 2019.

En fonction depuis 1991 dans le secteur financier, M. Benabderrahmane a entamé sa carrière au ministère des Finances au sein duquel il a été successivement Inspecteur des Finances au niveau de l'Inspection Générale des Finances (1991-2000), Inspecteur Général des Finances en 2004 et inspecteur général des finances en chef en 2006. De décembre 2001 à mars 2010, M. Benabderrahmane a occupé le poste de Directeur-adjoint du Contrôle au sein de l'Inspection Générale des Finances.

Il a, par la suite, été désigné comme Chef de Division Censeur de la Banque d'Algérie de 2010 à 2019, puis Gouverneur de cette institution de novembre 2019 à juin 2020.

M. Benabderrahmane est diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration d'Alger, option économie et finances, et titulaire d'un magistère en sciences économiques et financières ainsi que de divers diplômes et certificats en management et audit.

Il prépare actuellement un doctorat en sciences économiques.

Sonia Djouher

MAKRI BOYCOTTE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DE TEBBOUNE :

«Nous voulons être au pouvoir et non sa façade»

ARRIVÉ troisième derrière le FLN et les indépendants, lors des dernières législatives, et tout auréolé de ses 68 députés, le MSP vient de valider officiellement son refus d'intégrer le nouveau gouvernement qui sera dirigé par l'ex-ministre des Finances Aymen Benabderhamane, nommé hier par le président de la République. Cette décision prise par le Conseil consultatif, lors d'une session extraordinaire, ce mardi, a été largement explicitée par le président du parti, Abderrezak Makri, lors d'une conférence de presse tenue hier en fin de matinée.

»Notre option, au début, était de participer au prochain gouvernement, mais en cas de majorité parlementaire et non pas en cas de majorité présidentielle», a déclaré Makri. «Nous avons compris que les autres partis qui ont gagné ces législatives vont finalement former une majorité présidentielle», a indiqué le président du MSP, qui au passage n'a pas manqué de souligner que les quatre partis en question, le FLN et le RND ont »soutenu un autre candidat rival à Tebboune lors des présidentielles de 2019», alors que El Bina et Moustakbel avait leur propre candidat.

Pour le patron du plus grand parti islamiste, le MSP visait la majorité dans le Parlement, mais il a été victime de fraude. Il évoquera ainsi «la double fraude électorale, celle de certains partis qui ont bourré les urnes et qui se sont accaparés des bureaux de vote, et celle, systématique, de certaines forces et des résidus, au sein du système, de la «issaba»».

Makri estime que le refus d'intégrer ce gouvernement est motivé par le fait que les propositions ou les offres du président Tebboune ne »nous permettait pas d'influer sur les processus politiques et économiques». Il dira que »le président tient à son programme, qu'une majorité présidentielle va appliquer. Nous avons proposé de créer un mécanisme concernant la question du programme du prochain gouvernement pour trouver des éléments communs entre le programme du président et celui du MSP. Mais celle ci n'a pas eu de suite».

Plus explicite, Makri lâchera cette phrase lapidaire, mais pleine de sens : «Nous voulons être dans le pouvoir, pas sur sa façade».

Selon lui, la présidence a réclamé 27 noms parmi lesquels quatre ou cinq devaient être retenus pour des postes de ministres. Cependant, le chef du MSP a indiqué que son parti restera dans l'opposition, mais soutiendra le président Tebboune sur quatre axes «»prioritaires»», selon ses termes : le développement socio-économique, la résistance aux «»forces étrangères»» et «»colonialistes»», l'unité nationale et la «»défense de l'identité nationale»».

Cette position de refus de la part du MSP de faire partie d'un cabinet exécutif s'explique par la doctrine idéologique de cette formation de l'Internationale des Frères musulmans. Une doctrine qui alterne entre deux concepts propres à leurs démarches selon des rapports de force politique: la «moucharaka» et la «moughalaba», entre l'entrisme ou participationnisme et l'opposition. Le chef spirituel du MSP, le défunt Mahfoudh Nahnah, fut le premier à développer cette stratégie, durant les années 90 du siècle dernier, alors que le pays vivait une situation tragique. Nahnah y amena son mouvement à participer pratiquement à toutes les élections présidentielles, législatives et locales, et à tous les gouvernements successifs depuis 1995. Le fameux entrisme a trouvé toute sa plénitude avec la nomination des touts premiers ministres islamistes BCBG, dont Bengrina l'actuel patron du mouvement El Bina, dans le gouvernement de Abdelaziz Bouteflika durant son premier mandat en 1999. Quand la situation politique et économique est favorable, le MSP ne crache pas sur un ou deux portefeuilles, quitte à prendre les moins influents, les moins valorisants, comme le Tourisme ou l'Artisanat, voire l'Industrie ou la Solidarité nationale. Cependant, le refus de l'entrisme dure depuis déjà huit ans au moins. Avec Makri comme chef de parti, le MSP lâche d'abord la fameuse Alliance présidentielle qui soutenait l'ancien régime, alors que soufflait sur le monde arabe les premiers vents de la révolte et de la contestation, dite du «printemps arabe». A l'époque, les émeutes de l'huile et du sucre étaient perçues comme des indices d'un imminent effondrement du système. Makri voulait justement en profiter de ce contexte avec l'usage de sa «moughalaba», choisissant de basculer vers l'opposition, d'abord feutrée, puis directe.

Aujourd'hui, avec une conjoncture économique et financière inextricable, des défis majeurs sur le plan social, le MSP ne veut surtout pas prendre de risque politique, ni vouloir endosser les probables échecs des futures réformes que Tebboune et son tout nouveau Premier ministre veulent lancer dans l'immédiat.

Mohamed Kouini

ALGÉRIE-ROYAUME-UNI

Des exportateurs algériens pour un accord de libre-échange

DES EXPORTATEURS et consultants algériens en commerce international ont plaidé mercredi à Alger en faveur de la ratification d'un accord de libre-échange entre l'Algérie et le Royaume-Uni en vue de hisser les échanges commerciaux.
Intervenant lors d'une journée d'information organisée par Algex sur les perspectives d'export post-Brexit vers le Royaume-Uni, des opérateurs algériens et des experts ont souligné l'intérêt pour le pays de signer un accord préférentiel avec le Royaume-Uni pour bénéficier d'une taxation minime sur les produits.
Dans ce contexte, Toufik Hadkeheil, opérateur qui exporte des fruits et légumes notamment vers la France et le Moyen-Orient, a mis en avant les opportunités existantes au sein du marché britannique en soutenant que «le Royaume-Uni importe pratiquement tout ce qu'il consomme».
A titre d'exemple, cet opérateur a cité les besoins du Royaume dans le domaine de l'alimentation, notamment la consommation de la pomme de terre pour laquelle l'Algérie est en mesure de la produire et de l'exporter vers ce marché tout au long de l'année.
Pour se placer sur ce marché, cet exportateur a insisté sur le respect de la qualité et des conditions d'emballages des produits, ainsi que la mise en place de lignes directes de transport vers le Royaume-Uni dotées de conteneurs réfrigérés.
«Nous devons disposer d'une ligne directe pour réduire les coûts de transport et pour éviter de transiter par d'autres ports européens», a-t-il recommandé.
Intervenant via visio-conférence depuis la Grande-Bretagne, Abderrezzak Osmani, co-fondateur du Conseil d'affaire algéro-britannique (UKABC), a abondé dans le même esprit.
Il a fait savoir que le Royaume-Uni a importé près de 600 milliards de dollars en 2019 de différents produits.
«Il existe une forte demande à satisfaire, mais pour cela il faut qu'il y ait des infrastructures sur place pour pouvoir exporter vers le Royaume-Uni», a-t-il souligné, appelant à ce que les institutions et les opérateurs économiques puissent s'organiser dans divers domaines pour s'introduire sur le marché britannique.
Selon M. Osmani, «le marché britannique exprime également de nouveaux besoins surtout depuis le Brexit, d'où la conclusion des nouveaux accords commerciaux notamment avec l'Australie».
Pour sa part, le représentant de l'UKABC en Algérie, Moncef Zemmouchi, a rappelé que «le Conseil d'affaires algéro-britannique avait organisé des missions économiques avec des interlocuteurs prêts à négocier des partenariats ou des marchés».
«Dès que les conditions sanitaires le permettront, nous comptons relancer les missions économiques vers le Royaume-Uni, et ce, à la demande des opérateurs britanniques», a-t-il assuré.
De son côté, le consultant en commerce international, Riad Beladi, s'est dit en faveur de la signature d'un accord de libre-échange entre les deux pays, tout en soulignant l'existence de spécificités dans le marché britannique. M. Beladi a proposé en outre le regroupement de plusieurs opérateurs algériens intéressés de manière à pouvoir assurer continuellement les besoins du marché britannique.

M. B.

EVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Le ministère de l'Enseignement supérieur lance une enquête

Les enseignants et étudiants sont destinataires d'un questionnaire auquel ils devront répondre et donner leur avis concernant l'enseignement à distance, adopté par le département de l'Enseignement supérieur, à titre exceptionnel, durant l'année universitaire 2020/2021, et ce dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.



Le ministère de l'Enseignement supérieur vient, en effet, de lancer une enquête sur l'enseignement universitaire à distance. Les enseignants et étudiants sont invités à répondre au questionnaire mis à leur disposition. Sur sa page Facebook, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, tout en invitant enseignants et étudiants à participer à cette démarche, affirme que cette enquête est lancée dans le but de faire une «évaluation objective» de l'expérience de l'enseignement à distance.
Dans le questionnaire destiné aux étudiants, outre les questions relatives au profil des étudiants, ces derniers sont invités à donner des informations sur le suivi de l'enseignement à distance et ses difficultés. Il est notamment demandé aux étudiants de fournir des informations sur le support électronique utilisé, l'accès au réseau Internet et sa qualité, mais aussi sur le déroulement des cours en ligne. Les étudiants sont également invités à formuler leurs propositions en vue d'améliorer la qualité de l'enseignement à distance. Cette enquête intervient après l'initiative du ministère de l'Education nationale qui a fait l'évaluation du système de double vacation, et ce après avoir lancé un sondage sur sa plate-forme numérique. Alors qu'aucune déclaration officielle n'a été encore faite sur les résultats de ce sondage destiné aux enseignants, des observateurs s'accordent à dire que l'on s'achemine vers la reconduction de cette méthode d'enseignement bien que cette option ne fasse pas l'unanimité chez les enseignants et les syndicats. C'est la reconduction ou non de ce mode d'enseignement qui motive donc la démarche du département de l'Enseignement supérieur, qui veut faire une évaluation de l'expérience de l'enseignement à distance alors que le ministre, Abdelbaki Benziane, avait déjà fait part de l'adoption «à titre permanent», dès l'année prochaine, du mode d'enseignement hybride (en présentiel et en distanciel) dans le système national d'enseignement supérieur. Un avis qui n'est pas partagé par tous les enseignants universitaires. En effet, dans l'une de nos éditions précédentes, des enseignants qui ont fait part de leurs expériences ont affirmé ne pas encore être prêts à adopter le système d'enseignement à distance, relevant, entre autres, les difficultés de l'évaluation des étudiants, en plus l'absence d'interactivité. Les étudiants, pour leur part, ont signalé des difficultés à l'instar du manque d'accès à un ordinateur et au réseau Internet. Le choix de ce mode d'enseignement requiert donc la mise en œuvre de beaucoup de moyens.

Lilia Aït Akli

SELON L'AMBASSADRICE DE LA TURQUIE EN ALGERIE

Vers l'ouverture d'un centre culturel à Alger

AFIN d'approfondir les relations «exceptionnelles» qui lient les deux peuples, Algérien et Turc, et d'intensifier les échanges culturels entre les deux pays, il sera procédé incessamment à l'ouverture d'un centre culturel turc en Algérie. C'est ce qu'a annoncé hier l'ambassadrice turque en Algérie, Mme Mahinur Özdemir Göktaş.
«C'est avec fierté que je vous annonce l'ouverture prochaine d'un centre culturel turc en Algérie, portant le nom du célèbre poète ottoman Yunus Emre, consolidera les relations exceptionnelles qui unissent les deux pays, et promouvra les échanges culturels et le partage des expériences dans tous les domaines», a indiqué Mme Özdemir Göktaş, lors d'une rencontre avec la presse locale, organisée au siège de l'ambassade à Alger.
Cette démarche s'explique, selon l'ambassadrice turque, par l'engouement des jeunes algériens pour l'apprentissage de la langue turque et son intérêt pour la culture turque en générale, qualifiant cette étape de stratégique et de très importante pour les deux pays. Elle a également signalé la volonté des autorités de son pays à ouvrir des annexes du futur centre culturel dans plusieurs wilayas, si la demande est exprimée par la population.
Ils convient de signaler que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait annoncé, lors de d'une visite officielle du président turc Recep Tayyip Erdogan à Alger en mois de janvier 2020, que les deux pays ont convenu d'ouvrir un centre culturel turc en Algérie, et un centre culturel algérien en Turquie.
Par ailleurs, la diplomate turque a révélé que dans l'attente de l'établissement d'un comité de coopération conjoint, les deux pays préparent une coopération dans le cadre touristique, pour transmettre l'expérience turque dans cet important domaine générateur de richesse.
De son côté, le coordinateur de l'Agence turque de coopération et de développement (Tika), Alparslan Çevik, a salué les relations bilatérales «distinguées» qui témoignent de la solidarité et de la fraternité algéro-turque. M. Çevik a fait savoir que la TIKA, qui a effectué plusieurs travaux de rénovation de lieux historiquement partagés entre l'Algérie et la Turquie, tels que la rénovation de la mosquée Ketchaoua, du palais du Dey et de la mosquée de Pacha d'Oran (travaux en cours), a pris en main le dossier de la rénovation de la Casbah de Bejaia. De plus, le responsable de la TIKA a affirmé son «engagement» à collaborer avec secteur de la formation professionnelle, notamment en matière d'amélioration du niveau des formateurs, à travers «l'organisation de plusieurs sessions de formation en Algérie et en Turquie et le renforcement du secteur par des experts turcs dans le domaine de la transition énergétique et des établissements de formation par des moyens pédagogiques et programmes de formation nécessaires».
Dans le même contexte, il a signalé que des étudiants algériens bénéficieront d'une formation dans le domaine des énergies renouvelables, dispensée par des experts turcs.
Il convient de rappeler que la Turquie est le cinquième partenaire commerciale de l'Algérie qui est à son tour le deuxième partenaire commercial de la Turquie en Afrique. Les échanges commerciaux entre les deux pays s'élevaient à près de 5 milliards de dollars en 2020.

Mohamed Mecelti

PARTI COMMUNISTE CHINOIS

LE CENTENAIRE NE FAIT QU'INAUGURER LA FORCE DE L'ÂGE

Il y a cent ans, jour pour jour, le Parti Communiste Chinios (PCC) est créé le 1er juillet 1921. Il s'agit d'une étape marquante dans l'histoire moderne de la Chine. Elle a profondément changé la direction et le processus du développement de la nation chinoise après l'ère moderne, a profondément changé l'avenir et le destin du peuple chinois et de la nation chinoise, et a profondément changé la tendance et la structure du développement mondial.



L'histoire a créé le PCC à travers l'exploration et la lutte du peuple. En 1840, des puissances occidentales ont lancé la Guerre de l'Opium et ont commencé l'invasion contre la Chine. Depuis lors jusqu'à l'année 1949, soit avant la fondation de la République Populaire de Chine, presque tous les pays impérialistes ont participé à cette série d'invasion, en obligeant la Chine à payer des indemnités, à céder ses territoires, à ouvrir ses ports de commerce et à octroyer des privilèges hors la loi aux étrangers sur sa propre terre.

Face à ces souffrances, le peuple chinois n'a pas cédé, mais a dressé sa colonne vertébrale et s'est levé pour se battre. Avec un esprit indomptable, il a mené une lutte magnifique et a composé une chanson de poèmes épiques. Le Mouvement du Royaume céleste Taiping, le Mouvement d'auto-renforcement, le Mouvement de réforme des Cent jours de 1898, le Mouvement des boxeurs et la Révolution de 1911, de différentes tentatives du renouveau national se sont toutes soldées par un échec et n'ont pas réussi à changer le destin tragique du peuple chinois et de la nation chinoise.

Ce n'était que depuis la naissance du PCC que la nation chinoise a commencé à s'acheminer vers son grand renouveau avec difficulté mais de manière irréversible. On peut tirer une conclusion historique: la Chine a essayé, avant 1949, de divers chemins de développement et s'est finalement engagée sur la bonne voie du socialisme grâce au PCC, qui est le choix ultime fait par le peuple chinois et dans l'histoire chinoise.

Durant les cent ans passés, la Chine a connu, sous la direction du PCC, des changements radicaux. Pendant cette période, le PCC a conduit le peuple chinois à renverser les trois grandes montagnes qui pesaient sur le peuple chinois ; à savoir l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique, a établi la République populaire de Chine, et a commencé la construction socialiste en Chine, réalisant ainsi des changements bouleversants et créant un miracle du développement humain.

Au cours des cent dernières années depuis sa création, le PCC a toujours travaillé pour le bien-être du peuple chinois. Le PCC a toujours insisté pour mettre le peuple au centre de son action, servir le peuple de tout cœur et partager le même destin avec le peuple. Sous la direction du PCC, le niveau de vie du peuple chinois continue de s'améliorer. La catégorie aux revenus moyens de la Chine a dépassé 400 millions de personnes, soit la plus nombreuse au monde, tandis que le revenu national par habitant a dépassé 10 000 dollars. La Chine a mis en place les plus grands systèmes médicaux, de l'éducation nationale et de sécurité sociale au monde. Le taux de scolarisation a atteint 94,2%, l'assurance maladie couvre plus de 1,3 milliard de personnes, pratiquement tous les Chinois. L'espérance de vie est passée de 35 ans dans les toutes les premières années après la fondation de la République populaire de Chine à 77 ans en 2018. La Chine a remporté la victoire globale dans la lutte contre la pauvreté en 2020. Le problème de la pauvreté absolue qui dure depuis des milliers d'années a été résolu historiquement, et l'objectif de réduction de la pauvreté fixé par le Programme des Nations Unies pour le développement durable à l'horizon 2030 a été ainsi atteint en Chine avec 10 ans d'avance. Un rapport d'enquête du Ash Center for Democratic Governance and Innovation de la Kennedy School of Government de Harvard montre que sous la direction du PCC, plus de 93% des Chinois se montrent satisfaits vis-à-vis du gouvernement chinois. Les changements visibles et tangibles dans la vie quotidienne ont révélé la volonté du PCC de lutte inlassable pour le bien-être du peuple.

LE RENOUVEAU CHINOIS

Au cours des cent dernières années depuis sa création, le PCC a toujours travaillé pour le grand renouveau de la nation chinoise. Sous la direction du PCC, nous avons remporté la grande victoire contre l'agression japonaise et fondé la Chine nouvelle, le peuple chinois s'est désormais relevé; nous avons entamé la grandiose construction socialiste, la réforme et l'ouverture sur l'extérieur, le peuple chinois s'est désormais enrichi; notamment sous la ferme direction du Comité Central du PCC uni autour du Secrétaire Général XI Jinping depuis le 18e Congrès du PCC en 2012, nous nous sommes engagés sur une voie vers une nation puissante.

De grands succès historiques ont été obtenus dans la construction d'une société d'aisance moyenne sur tous les plans. Le peuple chinois est en voie d'accomplir un grand bond, passant d'une nation qui s'est relevée, à une nation riche, puis à une nation puissante. On peut dire qu'au cours des cent dernières années, le PCC a indiqué la bonne voie pour réaliser le grand renouveau national, a fondamentalement changé le destin historique du peuple chinois et a formé un solide noyau de direction pour la grande cause du renouveau national de la Chine. Aujourd'hui, la Chine est devenue la deuxième économie du monde et contribue à plus de 30% à la croissance économique mondiale, en devenant ainsi le stabilisateur et le moteur majeur de l'économie mondiale. La Chine est le seul pays doté de toutes les catégories industrielles définies par la Classification industrielle internationale de toutes les branches d'activité économique de l'ONU. Jusqu'en 2020, la Chine a été, pendant 12 ans consécutifs, le premier exportateur mondial de marchandises, et de 2012 à 2020, la Chine a été, pendant 11 ans consécutifs, le premier pays manufacturier au monde. En 2020, 133 entreprises chinoises figuraient parmi les "Fortune Global 500". "Made in China" occupe une place de plus en plus importante dans la chaîne industrielle et d'approvisionnement du monde. Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais proches de l'objectif du grand renouveau national, et plus que jamais confiants et capables de l'atteindre.

Au cours des cent dernières années, le PCC a toujours œuvré pour le progrès de l'Humanité. Le PCC s'est fixé comme mission d'apporter des contributions importantes à l'Humanité et d'assumer ses responsabilités en tant que grand pays pour promouvoir le progrès de toute l'Humanité.

Le Secrétaire Général du PCC XI Jinping a solennellement déclaré que «la Chine travaillera avec les peuples de tous les pays pour promouvoir activement la construction d'une communauté de destin pour l'humanité et continuera à apporter de nouvelles et plus importantes contributions à la noble cause de la paix et du développement de toute l'Humanité.»

Sous la direction du PCC, la Chine s'en tient fermement à la politique étrangère d'indépendance et de paix, développe avec détermination ses relations amicales avec tous les pays sur la base des Cinq Principes de la Coexistence pacifique, et œuvre à promouvoir les relations internationales d'un nouveau modèle caractérisé par le respect mutuel, la justice, l'équité, la coopération et le gagnant-gagnant. Sous la direction du PCC, la Chine est toujours d'avis que la solidarité et la coopération sont les armes les plus puissantes pour lutter contre l'épidémie et propose de bâtir ensemble une communauté de santé pour tous.

DES VACCINS À PLUS DE 80 PAYS

Malgré les capacités de production limitées et les demandes domestiques considérables, la Chine a offert des vaccins à plus de 80 pays en développement dans le besoin urgent et en a exporté à 43 pays. Nous avons offert du matériel médical à plus de 150 pays et 13 Organisations Internationales et fourni au reste du monde plus de 280 milliards de masques, plus de 3,4 milliards de combinaisons de protection et plus de 4 milliards de kits de dépistage.

Nous avons mis intégralement en ouvre l'Initiative du G20 sur la suspension des remboursements de plus de 1,3 milliard de dollars US, le montant le plus important parmi les membres du G20. Sous la direction du PCC, la Chine préconise la gouvernance mondiale fondée sur les règles, rejette l'unilatéralisme, l'hégémonisme et les pratiques d'intimidation, s'engage à construire la communauté d'avenir partagé pour l'Humanité, propose et met en œuvre la construction de la Ceinture et la Route, faisant preuve de son sens de responsabilité pour les intérêts communs de l'Humanité. L'action chinoise est hautement saluée par la plupart des pays et des Organisations Internationales, telles que les Nations Unies, et la communauté internationale estime que la Chine montre le chemin à suivre et les belles perspectives pour le développement de l'Humanité.

Le centenaire ne fait qu'inaugurer la force de l'âge. Le PCC s'est développé d'un petit parti avec seulement quelque 50 adhérents il y a cent ans, au plus grand parti du monde avec plus de 91 millions d'adhérents et à un parti au pouvoir de longue durée dans le pays le plus peuplé du monde. Aujourd'hui, sous la direction ferme du Comité central du PCC uni autour du Secrétaire Général XI Jinping, le PCC conduit le peuple chinois avec une vigueur et un moral élevé à aller de l'avant pour atteindre l'objectif du grand renouveau de la nation chinoise.

Le PCC a toujours attaché une grande importance aux relations amicales avec l'Algérie. Pendant la guerre d'indépendance de l'Algérie, le PCC a résolument soutenu la lutte algérienne pour l'indépendance nationale.

La Chine a été le premier pays non arabe à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), et a envoyé en Algérie immédiatement après la fondation de la République Algérienne Démocratique et Populaire sa première mission médicale à l'extérieur. L'Algérie a joué un rôle important dans le rétablissement de la République populaire de Chine dans son siège légitime à l'ONU.

En 2014, les deux pays ont établi un partenariat stratégique global, et les relations bilatérales sont entrées dans une nouvelle étape de développement. Depuis l'établissement de relations diplomatiques il y a plus de 60 ans, la Chine et l'Algérie se traitent toujours avec sincérité et poursuivent une coopération gagnant-gagnant. Les relations Chine-Algérie sont exemplaires dans les relations d'État à État.

Alors que le PCC célèbre son 100ème anniversaire, l'Algérie est sur le point de commémorer sa 59ème Journée d'Indépendance nationale.

Sur ce nouveau point de départ historique, la Chine est disposée à profiter du centenaire de la fondation du PCC pour continuer à mener des dialogues et des échanges multiformes et à différents niveaux avec l'Algérie, à partager activement leurs expériences en matière de gouvernance, à promouvoir la construction conjointe de la Ceinture et la Route tout en appuyant la construction d'une Algérie Nouvelle. Nous sommes prêts à exploiter pleinement le grand potentiel de la coopération bilatérale dans divers domaines, à enrichir davantage notre partenariat stratégique global, à avancer avec une plus grande détermination sur nos propres voies du grand renouveau national et construire ensemble une communauté de destin Chine-Algérie.

Par S.E.M. LI Lianhe, Ambassadeur de Chine en Algérie

FESTIVAL EUROPÉEN, SIXIÈME JOUR

Le patrimoine musical polonais et tchèque enchante le public

La Pologne et la République tchèque ont été à l'honneur au sixième jour de la soirée de la 21ème édition du Festival culturel européen lors de laquelle des artistes algériens talentueux ont donné, mardi, un spectacle musical slave riche de ces deux pays de l'Europe centrale.

La première partie de cette soirée abritée au Théâtre national Algérien (TNA) Mahieddine-Bachtarzi, a été animée par le jeune pianiste Amine Hafiz qui a exécuté plusieurs partitions musicales dont des Valses et des Ballades connues du pianiste et compositeur polonais international Frédéric Chopin (1810-1849).
Amine Hafiz, 22 ans, est membre de l'orchestre symphonique de l'Académie internationale de musique et de danse (Acima), créée récemment à Alger par le maestro Amine Kouider.
La deuxième partie de la soirée a vu une très belle prestation de l'Orchestre "Acima" dirigé par Amine Kouider qui a exécuté la célèbre symphonie "Nouveau Monde" du maestro tchèque Antonio Dvorak qu'il l'a composée à New York aux Etats Unis en 1893.
Ouverte le 24 juin 2021 sous le slogan "l'Algérie chante l'Europe" et organisée par la Délégation de l'Union européenne en Algérie, la 21ème édition du Festival culturel européen se poursuit jusqu'au 2 juillet.
Pop, Rock et Kabyle, le groupe "Garage Band" présentera, dans la soirée de mercredi, un concert musical riche de l'Europe du Nord, puisé du patrimoine musical de la Suède et du Danemark.

SALON DU LIVRE À CHLEF

Affluence "notable" sur le stand de la littérature enfantine

LE 1E SALON national du livre, abrité par le Centre islamique de Chlef est marqué par une affluence notable des visiteurs, notamment au niveau du stand de la littérature enfantine.
En effet, le stand dédié à la littérature pour enfants fait l'objet d'une affluence "notable" du grand public attiré par les ouvrages, revues et romans exposés, destinés à différentes catégories d'âge, devant permettre d'encourager les enfants à s'intéresser à la lecture et les aider a apprendre la langue, tout en mettant en évidence la diversité culturelle du pays.
"Nous avons tenté, à travers cette première édition, de répondre aux besoins des différentes catégories d'âge de lectorat, dans différents domaines, à travers la participation de dix maisons d'édition nationales", a indiqué à l'APS Ali Laib, directeur de la Maison d'édition "Publications Chellif", organisatrice de cet événement culturel.
Le Stand de la littérature enfantine marqué par l'exposition notamment de plusieurs ouvrages dont la revue "Ghoumaidha" a suscité, selon M. Laib, l'intérêt des enfants et de leurs parents, vu leur riche contenu pédagogique et culturel.
La directrice d'édition de la revue "Ghoumaidha", Mme. Nadjat Belabess a, pour sa part, mis l'accent sur l'impératif d'accorder davantage d'intérêt à la littérature enfantine, afin d'"ancrer les bases de la langue chez l'enfant, tout en lui faisant connaître le patrimoine immatériel de son pays, à travers notamment les contes contenus dans la revue", a-t-elle observé.
Mme Belabess a, à ce titre, souligné les efforts consentis par l'équipe de travail de cette revue, composée de spécialistes en sciences, littérature et patrimoine culturel, en vue d'éditer un contenu bimestriel pédagogique, scientifique et culturel de qualité, relevant que la littérature enfantine est une expérience nouvelle en Algérie qui mérite d'être encouragée.
Elle s'est félicitée de l'affluence des visiteurs sur le stand dédié à ce type de littérature, qui a réalisé, selon elle, des "ventes considérables", durant les deux premiers jours de ce Salon.
"L'affluence enregistrée reflète bel et bien l'intérêt qu'accordent les parents à ce type de littérature notamment lorsque le contenu est à la hauteur de leurs aspirations", a-t elle assuré.
Pour Abdelkrim Houari, dramaturge et homme de lettres "la littérature enfantine est liée à l'éducation de l'enfant et de l'ancrage d'une culture de la lecture chez eux". De nombreux visiteurs ont salué la mise en place d'un stand spécial enfants, offrant une importante variété d'ouvrages et livres pédagogiques dédiés à cette catégorie. La manifestation a également, constitué une opportunité pour faire connaître de nombreux auteurs locaux, ont-ils ajouté.
Le 1e Salon du livre a vu, en effet, l'exposition de six ouvrages d'auteurs locaux, dans le domaine du roman, de la littérature, des sciences et de l'Histoire, au titre d'une initiative visant l'encouragement du mouvement littéraire dans la région de Chlef et les wilayas voisines.
A noter l'application du protocole sanitaire contre le Covid-19, au titre de ce Salon ouvert du 28 au 30 juin courant marqué également par des ventes- dédicaces.

PORTRAIT DE FEMME

Karima Chaâbane, une virtuose du Qanoun

LA MUSICIENNE Karima Chaâbane, une des rares musiciennes algériennes virtuoses du Qanoun, cofondatrice de l'orchestre Saoura de Bechar (une vingtaine de musiciens), puise son jeu de sa passion pour cet instrument de musique et de son amour pour la musique algérienne et arabe.
Détentrice d'un master de langue espagnole qu'elle enseigne dans un lycée à Bechar, Karima a appris à jouer le Qanoun grâce à sa ténacité et son talent avéré, ce qui l'a incité à contribuer à la création de l'orchestre Saoura dont elle est l'unique femme membre, grâce à son jeu jugé "excellent" par plusieurs musiciens, artistes et mélomanes locaux.
"A cause de ma passion pour la musique, j'ai toujours rêvé de jouer un instrument de musique, et ma première rencontre a été avec le violon, puis je suis passé au luth, mais je ne suis pas parvenu à maitriser leur jeu, malgré tous les efforts déployés pour parfaire ma maitrise de ces deux instruments, jusqu'à ce que l'artiste Ammar Amroun, musicien- compositeur de musique de films et chef de l'orchestre Saoura m'ait dirigé vers le Qanoun", a-t-elle révélé.
Ammar Amroun a été le premier à lui recommander et l'encourager à jouer le Qanoun, prédisant même qu'elle allait être une virtuose dans le jeu et la maitrise de cet instrument. Son penchant et sa connaissance théorique et pratique de la musique algérienne et arabe, lui ont permis par la suite de le jouer avec "perfection et dextérité", a-t-elle confié.
"Pour moi, dit-elle, le Qanoun est un instrument de régulation de l'œuvre orchestrale, avec ses sonorités spécifiques, sa particularité et son rôle pivot entre les solos des instruments musicaux arabes et algériens", ajoutant que "le Qanoun à travers ses sonorités particulières a trouvé même sa place dans les musiques de pays non arabes, ce qui prouve la beauté de ses sonorités".
Pour cette musicienne, l'Algérie est une scène fertile pour de nombreux genres musicaux profanes et sacrés, grâce à sa diversité culturelle et constitue un "grand gisement des arts musicaux", dont certains, comme le Raï, ont connu le succès à l'international.
Karima estime que beaucoup d'autres genres et styles musicaux nationaux peuvent obtenir ce succès international, notamment l'Imzad, Chellali, El- Houl et le Diwane.

LA FEMME ALGÉRIENNE S'EST IMPOSÉE SUR LA SCÈNE CULTURELLE

S'agissant de la présence de la femme algérienne dans le domaine artistique et musical, Karima Chaâbane déclare que la femme algérienne "a réalisé de nombreux progrès en matière de production culturelle, littéraire, cinématographique, théâtrale et musicale".
Cependant sa présence dans le domaine de la création musicale "vacille encore derrière sa condition sociale et les traditions, ce qui explique que le champ musical est l'apanage des hommes, à l'exception de quelques rares femmes-musiciennes et artistes présentes au sein d'orchestres et autres groupes musicaux à travers le pays", fait-elle remarquer. Cette réalité a poussé Karima à percer ce vide négatif et à contribuer à la création de l'orchestre Saoura, avec des amis musiciens à Bechar, pour jouer en son sein le Qanoun. "En tant que passionnée de la musique algérienne et arabe, mes aspirations sont de réaliser une œuvre musicale à succès national et international avec mon instrument qui a été longtemps un instrument de musique d'hommes, pour refléter la richesse musicale et culturelle de mon pays", affirme la musicienne. Si Karima Chaâbane est désormais reconnue en tant que musicienne virtuose et innovante par des spécialistes de musique, un long chemin lui reste à parcourir pour se faire connaitre davantage sur la scène artistique nationale et permettre au public de la connaitre amplement. L'artiste rêve d'une participation de son orchestre à un grand festival national ou international pour faire étalage de sa dextérité et faire la promotion de la musique de son orchestre, chargée et imprégnée du patrimoine musical du sud-ouest du pays et d'autres régions du pays.

ELLE PERMET D'AMÉLIORER LES PERFORMANCES DES SPORTIFS

Le rôle de la musique dans le football

CE N'EST pas nouveau, la musique rythme nos vies. Dans le football, c'est la même chose. Dans les vestiaires, dans le stade ou depuis un bar, les chants, les hymnes et la musique en général, jouent un rôle primordial dans l'ambiance des grandes compétitions.
Aux entraînements ou dans les vestiaires, il n'est pas rare aujourd'hui de voir les stars du foot avec un casque ou des écouteurs sur les oreilles. De nombreuses études ont été menées sur ce sujet. Il en ressort que la musique permet d'améliorer les performances, ou du moins de diminuer la sensation de fatigue chez les athlètes.
Par exemple, une musique lente pourrait améliorer les capacités d'endurance, alors qu'une musique plus rapide réduit la sensation de fatigue.
Aujourd'hui, on sait que la musique peut avoir un véritable impact sur la préparation mentale, la concentration et la tolérance à l'effort des joueurs. Elle doit donc être à la fois source de motivation, mais aussi de concentration. Il faut cependant bien choisir ses morceaux en fonction des besoins.
De plus, la musique permet à une équipe de se souder. On peut reprendre l'exemple de la Coupe du Monde 2018, où les joueurs de l'Equipe de France ont passé de longs moments à écouter de la musique, mais aussi chanter et danser tous ensemble.
Si dans un premier temps ces sessions leur permettent de se détendre et de prendre du bon temps, ces instants permettent aussi de souder l'équipe.
Si la musique en elle-même apporte énormément de bénéfices aux joueurs, elle est également essentielle chez les supporters, et c'est ce qu'a étudié le magazine Betway Insider avant de publier son article sur la création et l'impact des hymnes dans les grandes compétitions de football.
Ainsi, un hymne réussi ne doit pas seulement être à l'image d'une nation, il doit divertir les supporters et rester dans les esprits. Et pour accomplir cette mission, une formule magique est très souvent utilisée pour les championnats de l'UEFA.
L'aventure de l'hymne débute en 1992 avec un titre inspiré du groupe ABBA. Depuis, de nombreux artistes de renommée internationale se sont vu confié la création de l'hymne. David Guetta, Enrique Iglésias ou encore Nelly Furtado pour ne citer qu'eux ont pu créer un hymne unique et tous, ont eu un succès plus ou moins important.
A cela, on retrouve de nombreux points communs dans la création même de l'hymne. Notamment, l'utilisation de mots-clés. Si tous les hymnes ont des thèmes différents, un sujet revient toujours, celui de l'unicité. Le mot « Together » revient également très souvent et c'est d'ailleurs le mot le plus souvent utilisé dans tous les hymnes.
L'utilisation d'une langue commune comme l'anglais est également l'un des ingrédients d'un hymne qui fédère. Depuis 30 ans seuls deux hymnes n'ont pas été chantés en anglais, et ont tout de même reçu l'adhésion du public.
Et enfin, dans de nombreux hymnes de ces dernières années on peut aussi entendre des chants de supporters souvent créé par les fans eux-mêmes amenant par la force des choses, le public à chanter aussi.

MALI

Maïga insiste sur la mise en œuvre «intelligente» de l'accord d'Alger

LE PREMIER ministre malien, Choguel Maïga, a réaffirmé mardi la volonté des autorités de la transition de réussir la mise en œuvre «intelligente» de l'Accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger, soulignant l'importance de préserver l'unité nationale et l'intégrité du territoire.

Lors de la 44e session du Comité de Suivi de l'Accord (CSA), à laquelle l'ambassadeur de l'Algérie au Mali, Boualem Chébihi a participé ainsi que des membres du gouvernement, malien, des représentants des mouvements signataires de l'Accord et ceux de la communauté internationale, M. Maïga a indiqué que «la mise en œuvre intelligente» de l'accord pour la paix et la réconciliation est une «nécessité», réaffirmant la volonté des autorités de la transition de réussir la mise en œuvre intelligente de l'Accord.

Il a, à cette occasion, souligné les priorités de la transition à savoir, l'organisation des élections, la mise en œuvre «intelligente» de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, et les réformes politiques et institutionnelles ainsi que la refondation de l'Etat.

«Le plus important, a fait remarquer le Premier ministre, est le respect strict des lignes rouges à préserver notamment l'unité nationale et l'intégrité du territoire, la forme républicaine et la laïcité de l'Etat».

Il a fait savoir que ces principes ne sont pas négociables. «Il s'agit là des dispositions qui ne sauraient nullement être occultées», a-t-il dit, ajoutant que c'est sur cette base que les parties maliennes se sont engagées pour le règlement pacifique du conflit.

M. Maïga a, ainsi, précisé que le succès de la transition sera évalué à l'aune de la mise en œuvre de l'Accord de paix, et que les solutions doivent provenir des Maliens avant de les soumettre à la communauté internationale invitant à cette occasion, les différents acteurs à s'engager pour réussir la mission.

«Notre pays traverse des moments tumultueux qui nécessitent la cohésion, la solidarité de tous ses enfants sans exclusion pour poser les vrais jalons des réformes politiques et institutionnelles». A ce propos, le Premier ministre a engagé le gouvernement, avec l'appui du bureau du Haut représentant du président de la Transition pour la mise en œuvre de l'Accord, à renforcer le portage politique de l'Accord à travers sa vulgarisation.

Se félicitant de la tenue de cette session qui «permet aux maliens de se parler, de tracer les voies futures du Mali en paix», M. Maïga a assuré que des dispositions seront prises le plus tôt possible et insisté sur l'accélération du processus «Désarmement, Démobilisation et Réinsertion» et la finalisation de l'intégration des ex-combattants des mouvements.

Il a, par ailleurs, invité les mouvements signataires à faciliter la mise en œuvre diligente de leurs engagements constants auprès du gouvernement.

Tout en restant attentifs aux soucis et inquiétudes des autres composantes de la nation malienne quant à la préservation dans la durée de la cohésion et de l'unité nationale.

Tour à tour, les représentants des mouvements signataires ont apprécié l'engagement des autorités de la Transition et réaffirmé leur accompagnement dans la mise en œuvre de l'Accord. Ils ont, en outre, saisi l'occasion pour exprimer des préoccupations, qui tournent essentiellement autour de l'insécurité, de l'école et des conditions de vie des populations du Nord.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc responsable du blocage de la désignation d'un nouvel émissaire onusien

L'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar a affirmé que le régime marocain était responsable du blocage de la désignation de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU au Sahara occidental dans l'intention de maintenir le statu quo politique, appelant les Nations Unies à dénoncer cette démarche pernicieuse devant l'opinion publique internationale.



Dans une déclaration au site «Sahel Afrique», rapportée par l'Agence de presse sahraouie SPS, M. Taleb Omar a précisé que la RASD a donné, fin avril dernier, son aval concernant la désignation du suédois Staffan de Mistura comme nouvel émissaire onusien, mais le Maroc s'y oppose à chaque fois, la preuve en est qu'il a rejeté à ce jour 10 propositions sur un total de 12, tandis que le front Polisario a émis des réserves sur deux noms seulement.

Tenant l'ONU et le Conseil de sécurité pour responsables de l'atermoiement pour le règlement du conflit au Sahara occidental, l'ambassadeur sahraoui a appelé «à dénoncer les pratiques et les sabotages marocains incessants pour désigner un émissaire onusien», pour que le monde entier sache la vérité sur celui qui piétine le règlement du conflit et pour que le bourreau et la victime ne soient jamais traités sur le même pied d'égalité», d'autant plus que ce conflit, après la reprise de la lutte armée, compromet la sécurité et la paix internationales.

Le diplomate sahraoui a salué «les déclarations fortes» du Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), sur la cause sahraouie durant la Conférence sur la sécurité internationale organisée dans la Fédération de Russie.

S'exprimant sur la question du Sahara occidental, «dernière colonie en Afrique et dont le peuple aspire à exercer librement son droit à l'autodétermination», le Général de corps d'armée Saïd Chanegriha a mis l'accent sur l'impératif, pour l'ONU, de prendre ses responsabilités afin de résoudre ce conflit.

Pour l'ambassadeur sahraoui, l'importance des déclarations du Général de corps d'armée Saïd Chanegriha réside dans le fait qu'elles interviennent en plein rassemblement sur la sécurité internationale «à l'effet de démasquer l'irresponsabilité du régime marocain après avoir violé l'accord du cessez-le-feu le 13 novembre dernier et toutes les menaces qui pèsent sur toute la région», d'autant que la RASD est un facteur d'équilibre dans la région. **R. I.**

AFFLUX DE MIGRANTS À CEUTA

«Le Makhzen utilise les Marocains comme chair à canon»

LE MINISTRE sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Ould Salek, a soutenu que le Maroc «est allé loin en utilisant ses propres citoyens, y compris des petits enfants dans son bras de fer avec Madrid», affirmant que l'hospitalisation du président sahraoui Brahim Ghali n'est qu'un prétexte pour justifier l'usage de pressions et de chantages contre l'Espagne.

Alors que le Président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) était hospitalisé à Madrid pour des soins liés à une infection au Covid-19 en avril dernier, le Maroc a laissé des milliers de migrants, dont des mineurs, traverser la frontière en direction de Ceuta, l'enclave espagnole au nord du pays, provoquant une grande crise diplomatique entre les deux pays.

«Le Maroc est allé loin en utilisant ses propres citoyens, y compris des petits enfants, comme chair à canon», a souligné M. Ould Salek, dans un entretien accordé à Sputnik, ajoutant que «le résultat fût très dur pour le royaume. Le Parlement de européen a tué tout espoir marocain de voir l'Europe emboîter le pas à Trump».

Le Parlement européen avait voté le 10 juin une résolution rejetant «l'exploitation des enfants» par le Maroc. Les élus européens ont affirmé que Ceuta était également «la frontière de l'Union européenne» et souligné, que la résolution du conflit au Sahara occidental devait se faire «dans le cadre des résolutions de l'Onu et du droit international».

Dans ce sens, le chef de la diplomatie sahraouie a expliqué que «la vérité dans tout cela est que le Maroc cherchait un prétexte pour faire exploser la crise pour justifier l'usage de pressions et de chantages de tout genre dans le but d'obtenir une concession de taille: la reconnaissance d'une prétendue souveraineté marocaine sur le Sahara occidental». Le diplomate sahraoui, a indiqué que «toute la campagne médiatique autour de l'hospitalisation du Président Ghali dans ce pays cachait en réalité un bras de fer entre le Maroc et l'Espagne sur la question du Sahara occidental. Ce bras de fer a commencé en décembre 2020, plus exactement juste après le scandaleux tweet de Trump reconnaissant une prétendue souveraineté marocaine sur notre pays». «Le Président sahraoui n'est entré en Espagne que durant la troisième semaine d'avril», rappelle-t-il.

Pour ce qui et des accusations contre le chef de l'Etat sahraoui, M. Ould Salek a rappelé que «tout le monde sait que ces allégations ont été fabriquées de toutes pièces par les services secrets marocains. Elles datent de plusieurs dizaines d'années sans qu'il y ait la moindre preuve matérielle. Ce sont tout simplement des accusations politiques».

Enfin, concernant la reprise des combats au Sahara occidental depuis novembre 2020, Mohamed Ould Salek a affirmé que «c'est le Maroc qui a provoqué le retour à la case de départ».

Il a précisé que «la brèche illégale ouverte à Guerguerat le 13 novembre, suite à l'agression militaire marocaine contre des civils sahraouis qui manifestaient pacifiquement, et l'extension de l'occupation à une nouvelle portion de notre territoire ont constitué la goutte qui a fait déborder le vase. Trente ans d'attente pour organiser le référendum d'autodétermination, la répression sauvage de nos citoyens dans les villes occupées et le pillage des ressources naturelles n'ont laissé aucun espoir de solution politique et pacifique».

Et de conclure que «le Maroc a renié ses engagements dûment signés avec le Front Polisario. Ce château [des accords et des engagements, ndlr] s'est écroulé à cause de l'irresponsabilité du Maroc et de l'inaction du Conseil de sécurité de l'Onu, voire de la complicité de certains de ses membres permanents qui bloquent l'indépendance de notre pays depuis 1975». **R. I.**

CORONAVIRUS EN CORÉE DU NORD

Des hauts responsables limogés après un «grave incident»

Le leader nord-coréen Kim Jong Un a limogé plusieurs hauts responsables qu'il a accusés d'être responsables d'un « grave incident » lié à la pandémie de Covid-19, dont Pyongyang n'a jusqu'à présent pas reconnu la présence sur son territoire. Ces responsables ont « causé un grave incident qui provoque une énorme crise pour la sécurité de la nation et de son peuple », a déclaré Kim Jong Un lors d'une réunion du politburo, cité par l'agence officielle KCNA.



L'agence n'a fourni aucun détail sur le nombre de personnes limogées ni sur les faits qui leur sont reprochés mais Kim Jong Un les a accusés d'être « la proie de l'égoïsme et de la passivité ». « L'incompétence et l'irresponsabilité des hauts responsables est un facteur majeur de ralentissement dans l'exécution de tâches importantes », a ajouté le leader nord-coréen au cours de la réunion, selon KCNA.

Jusqu'à présent, le régime nord-coréen a toujours soutenu que l'épidémie de Covid-19 n'était pas arrivée sur son sol, ce dont doutent nombre d'experts. A la tête d'un pays au système de santé défaillant, Kim Jong Un a décidé de fermer en janvier 2020 les frontières de la Corée du Nord afin d'empêcher une propagation du coronavirus apparu chez son voisin chinois. Pyongyang n'a jamais fait état de cas de Covid-19, ni dans les médias officiels, ni à travers les chiffres communiqués à l'Organisation mondiale de la santé.

L'information publiée par KCNA « signifie que la Corée du Nord a enregistré des cas », a affirmé Ahn Chan-il, un transfuge nord-coréen devenu chercheur à l'Institut mondial pour les études nord-coréennes, basé à Séoul. L'agence officielle a rapporté que, à l'occasion d'une réunion du Politburo, Kim Jong Un avait reproché à des fonctionnaires d'avoir fait preuve de « négligences » étant à l'origine d'un incident « crucial » qui a entraîné « une grande crise avec des conséquences graves en matière de sécurité de l'Etat et de la population ».

Il n'a cependant donné aucun détail sur ce qu'il s'est produit. Kim Jong Un a ajouté que le « manque de compétence et une irresponsabilité » de ces cadres avait retardé la réalisation de tâches importantes, les accusant « d'auto-protectionnisme et de passivité ». Des membres du puissant politburo du Parti des travailleurs de Corée du Nord et de son presidium ont été limogés et de nouveaux membres ont été nommés mardi lors d'une réunion, a indiqué KCNA précisant que des responsables gouvernementaux avaient été « mutés » et d'autres « nommés »

Sous le coup de sanctions internationales à cause de son programme nucléaire, la Corée du Nord s'est retrouvée plus isolée que jamais à cause de cette mesure. Son commerce avec la Chine, duquel elle dépend lourdement, s'est drastiquement réduit et les travailleurs humanitaires ont déserté le pays. Kim Jong un a récemment reconnu que la Corée du Nord faisait face à une « situation alimentaire tendue », tirant la sonnette d'alarme dans un pays où le secteur agricole est depuis des années en proie à de graves difficultés. R. I.

THAÏLANDE

En pleine troisième vague, l'île de Phuket rouvre aux touristes internationaux

LA THAÏLANDE a enregistré mercredi un record du nombre de décès quotidien depuis le début de la pandémie de Covid-19 avec 53 morts. Le royaume tente actuellement de contenir une troisième vague de coronavirus, la pire qu'il ait connue. Et pourtant, les autorités ont annoncé que l'île paradisiaque de Phuket ouvrirait aux touristes internationaux à partir de jeudi. De grands espoirs ont été placés dans ce que le gouvernement a baptisé le « bac à sable de Phuket », un modèle qui permet à des voyageurs complètement vaccinés de séjourner sur place sans passer par une quarantaine.

Le pays d'Asie du Sud-Est, dont les frontières sont fermées depuis mars 2020, compte se rouvrir graduellement au tourisme, un secteur crucial qui représente presque 18 % de son produit intérieur brut. Avant la crise, le pays accueillait environ 40 millions de visiteurs par an. Le royaume impose actuellement des restrictions dans la capitale Bangkok et sa périphérie, qui ont vu les variants Alpha et Delta se propager.

Cependant, les autorités n'ont cessé d'affirmer que la réouverture de Phuket, où seule une poignée de cas de Covid-19 sont détectés chaque jour, aurait bien lieu comme prévu le 1er juillet, suivie de celle de tout le reste du pays d'ici au mois d'octobre. Environ 250 passagers devraient atterrir sur l'île touristique jeudi à bord de quatre vols en provenance de Singapour, du Golfe et d'Israël, selon le porte-parole du groupe de travail Covid-19 de Phuket, Taweesin Visanuyothin. Le retour tant attendu des touristes est vécu comme un soulagement par les entreprises et les commerces locaux, car depuis plus d'un an les célèbres plages de sable fin de Phuket sont restées quasi vides et plus de 80 % des hôtels ont fermé leurs portes.

Pour préparer la réouverture, les deux tiers de la population de Phuket ont été vaccinés. A Patong, cœur de la vie nocturne de Phuket, les vendeurs se préparaient mercredi à la reprise des activités. « Tout le monde et toutes les professions liées au tourisme ont été touchés », a déclaré Thewan Phromyang, 49 ans, qui loue des transats aux touristes. « Je suis d'accord à 100 % avec le projet de bac à sable (….) Nous n'avons rien d'autre pour nous faire vivre que les touristes ».

Des conditions sont malgré tout posées pour ceux qui choisiront Phuket pour leurs vacances. Seuls les voyageurs en provenance de 66 pays, dont la France, considérés comme faiblement ou moyennement à risque sont éligibles. Ils devront passer 14 jours sur l'île avant de pouvoir se rendre ailleurs en Thaïlande et ils devront subir trois tests PCR pendant cette période. Et si les cas de Covid-19 venaient à dépasser 90 par semaine, l'expérience serait interrompue, ont prévenu les autorités.

La Thaïlande a enregistré mercredi un record du nombre de décès quotidien depuis le début de la pandémie de Covid-19 avec 53 morts. Le royaume tente actuellement de contenir une troisième vague de coronavirus, la pire qu'il ait connue. Et pourtant, les autorités ont annoncé que l'île paradisiaque de Phuket ouvrirait aux touristes internationaux à partir de jeudi. De grands espoirs ont été placés dans ce que le gouvernement a baptisé le « bac à sable de Phuket », un modèle qui permet à des voyageurs complètement vaccinés de séjourner sur place sans passer par une quarantaine.

Le pays d'Asie du Sud-Est, dont les frontières sont fermées depuis mars 2020, compte se rouvrir graduellement au tourisme, un secteur crucial qui représente presque 18 % de son produit intérieur brut. Avant la crise, le pays accueillait environ 40 millions de visiteurs par an. Le royaume impose actuellement des restrictions dans la capitale Bangkok et sa périphérie, qui ont vu les variants Alpha et Delta se propager.

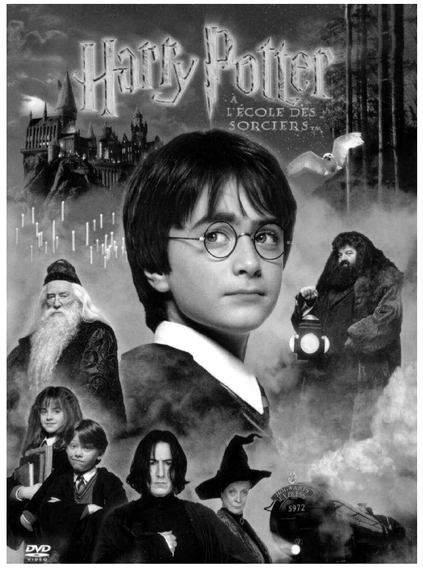
250 TOURISTES ATTENDUS DÈS JEUDI

Cependant, les autorités n'ont cessé d'affirmer que la réouverture de Phuket, où seule une poignée de cas de Covid-19 sont détectés chaque jour, aurait bien lieu comme prévu le 1er juillet, suivie de celle de tout le reste du pays d'ici au mois d'octobre. Environ 250 passagers devraient atterrir sur l'île touristique jeudi à bord de quatre vols en provenance de Singapour, du Golfe et d'Israël, selon le porte-parole du groupe de travail Covid-19 de Phuket, Taweesin Visanuyothin.

Le retour tant attendu des touristes est vécu comme un soulagement par les entreprises et les commerces locaux, car depuis plus d'un an les célèbres plages de sable fin de Phuket sont restées quasi vides et plus de 80 % des hôtels ont fermé leurs portes. « Nous n'avons rien d'autre pour nous faire vivre que les touristes »

Pour préparer la réouverture, les deux tiers de la population de Phuket ont été vaccinés. A Patong, cœur de la vie nocturne de Phuket, les vendeurs se préparaient mercredi à la reprise des activités. « Tout le monde et toutes les professions liées au tourisme ont été touchés », a déclaré Thewan Phromyang, 49 ans, qui loue des transats aux touristes. « Je suis d'accord à 100 % avec le projet de bac à sable (….) Nous n'avons rien d'autre pour nous faire vivre que les touristes ».

Des conditions sont malgré tout posées pour ceux qui choisiront Phuket pour leurs vacances. Seuls les voyageurs en provenance de 66 pays, dont la France, considérés comme faiblement ou moyennement à risque sont éligibles. Ils devront passer 14 jours sur l'île avant de pouvoir se rendre ailleurs en Thaïlande et ils devront subir trois tests PCR pendant cette période. Et si les cas de Covid-19 venaient à dépasser 90 par semaine, l'expérience serait interrompue, ont prévenu les autorités.

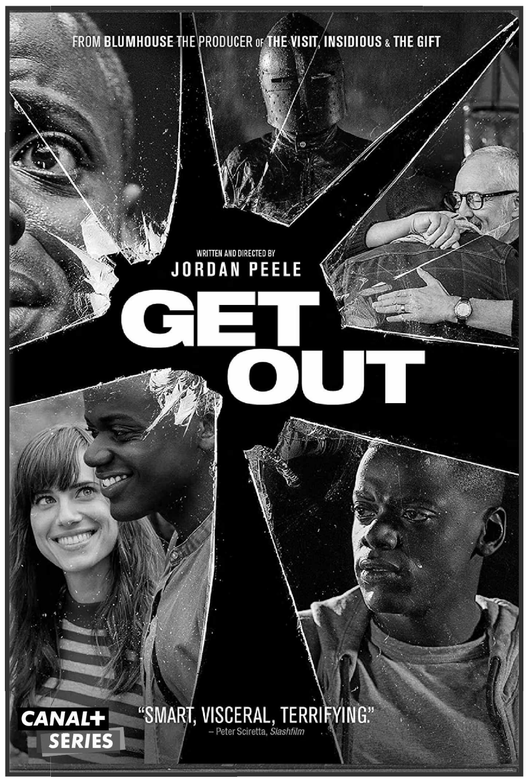












télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05	Cinéma - Film fantastique Harry Potter à l'école des sorciers	TF1
21h05	Divertissement-humour Les comiques préférés des Français : 50 ans d'humour	2
20h59	Jeu Domino Challenge	6ter
21h00	Série humoristique 2021 - Etats-Unis Made for Love	CANAL+
21h05	Série d'action (2014 - Etats-Unis) Saison 1 Scorpion	W9
20h59	Cinéma - Film de guerre Russie - 2018 T-34, machine de guerre	CINE+ EMOTION
21h05	Magazine de société Vive le camping	6ter
21h00	Cinéma - Film fantastique Le choc des Titans	CINE+ PREMIER
21h10	Magazine de reportages Jeudi reportage	C8
22h18	Cinéma - Drame - 2019 Martin Eden	PURE CINEMA
20h50	Cinéma - Film d'animation Etats-Unis - 2020 En avant	CANAL+ FAMILY
21h15	Cinéma - Comédie France - 2011 Hollywoo	TMC

JEUNE INDEPENDANT









21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série politique (2019 - France)
Saison 3 - Épisode 4/5

Baron Noir

Amélie Dorendeu organise un référendum sur la modernisation des institutions. Elle propose la suppression du suffrage universel direct à l'élection présidentielle. Philippe demande à Michel Vidal de réagir en se positionnant pour cette réforme qu'il préconisait depuis plusieurs années. Mais ce dernier décide de prendre la tête du camp du non au référendum. La division gronde au sein de Debout le peuple.

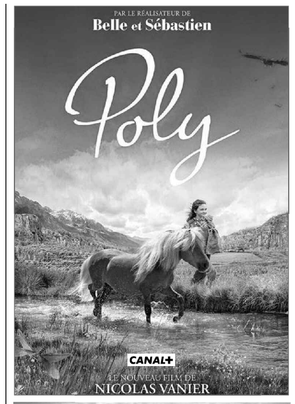
23 h 30

Cinéma - Film d'horreur - Etats-Unis - 2017

Get Out

Chris Washington et Rose Armitage forment un couple mixte, urbain et branché. Les deux jeunes gens se rendent à la campagne pour que Rose présente Chris à sa famille. Missy et Dean, les parents, se montrent très charmants, presque un peu trop, tandis que Jeremy, le frère de Rose, anime la fin de leur dîner un peu trop arrosé. La nuit, alors que Chris sort fumer discrètement une cigarette, il croise Missy : celle-ci le soumet à une séance d'hypnose qui s'avère traumatisante.

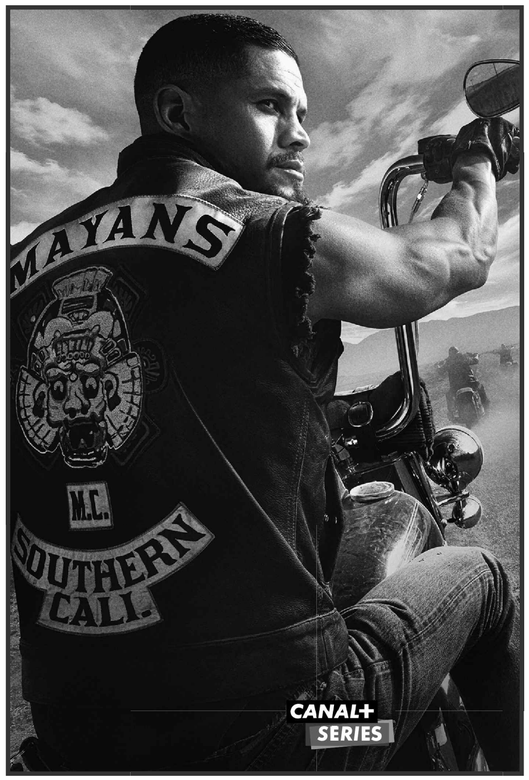








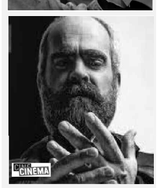




JEUNE INDEPENDANT







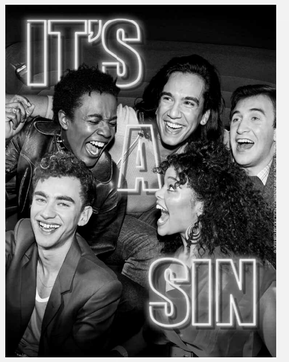


télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05	Divertissement-humour Le grand bêtisier de l'été	TF1
22h55	Série policière (2014 - France) Les petits meurtres d'Agatha Christie	2
20h59	Cinéma - Comédie musicale - 2008 Mamma Mia !	6ter
21h00	Cinéma - Film pour la jeunesse Poly	CANAL+
21h05	Magazine de société France Enquête d'action	W9
20h50	Cinéma - Thriller Belgique - France - Pays-Bas - 2017 Le fidèle	CINE+ EMOTION
21h05	Cinéma - Film d'aventures France - 1967 Indomptable Angélique	6ter
21h00	Cinéma - Thriller- 2019 Joker	CINE+ PREMIER
21h10	Magazine de la décoration M comme Maison	C8
21h00	Cinéma - Comédie - 2019 Eye for an Eye	PURE CINEMA
20h50	Cinéma - Film d'animation Etats-Unis - Finlande - 2016 Angry Birds : le film	CANAL+ FAMILY
21h15	Culture Infos - Rock-pop France - 2020 Jean-Baptiste Guégan	TMC

19h15 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique (2021 - Grande-Bretagne)
Saison 1 - Épisode 1 - 2

It's a Sin

En 1981, en Grande-Bretagne. Ritchie quitte le domicile familial sur l'île de Wight, pour s'installer à Londres et suivre des études de droit. Il n'a pas dit à ses parents qu'il était attiré par les garçons. A l'université, il rencontre la jeune Jill, qui suit des cours de théâtre. Il décide de changer de filière.

23 h 25

Série dramatique (2018 - Etats-Unis)
Réalisé par Kurt Sutter
Saison 3 - Épisode 3

Mayans M.C.

Bishop décide de profiter d'une opportunité pour mettre en oeuvre le plan risqué soumis par EZ et qui devrait permettre aux Mayans de mettre la main sur une importante quantité d'héroïne. Mais les choses ne se déroulent pas comme prévu.
Par ailleurs, Erin met sa soeur Emily en garde à propos de Miguel. Coco doit faire face aux conséquences de son addiction, qui lui rappellent son enfance.

28e JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

L'ESS sur ses gardes, match à six points à Tlemcen

Plusieurs belles et chaudes affiches dans les deux extrêmes du tableau sont au menu du jour. Une fois n'est pas coutume cette 28e journée se jouera enfin toute entière sans le moindre report. Bien évidemment les regards seront braqués à tout seigneur tout honneur vers le haut du tableau ou les choses se sont un peu plus compliquées notamment pour le leader l'ES Sétif qui a vus son avance se réduire à six points seulement sur ses deux poursuivants, le CR Belouizdad et la JS Saoura.



L'Entente freinée dans sa course Lundi par le Mouloudia d'Alger auteur d'une belle remontada sur la pelouse du 5juillet en match décalée de la 27e journée (3-2) aura fort à faire ce soir en recevant une coriace équipe du CSC toutes voiles dehors. Un passionnant derby de l'Est qui ne manquera pas de piments. L'Aigle Noir des hauts plateaux sait à quoi s'en tenir pour relever la tête, chasser le doute et surtout garder à distances ses deux poursuivants. Les Clubistes de l'antique Cirta affichant une très belle série, semblent très difficiles à passer et ne feront c'est clair aucune concession à leur voisin à vis pour une autre promotion vers le podium. Des débats qui seront suivis d'une oreille attentive par notamment Un des deux dauphins, le CR Belouizdad le plus à l'aise cet après-midi pour faire un pas de plus en avant .Une simple formalité à priori pour le Chabab dans son jardin d'El Annassers face à une quelconque formation du Rapid de Relizane orpheline de son coach Cherif El Ouazzani demis de ses fonctions. L'autre dauphin du leader, la JSS attend d'un pied ferme la JS Kabylie sur un nuage après sa brillante qualification en finale de la coupe de la CAF, le 10 Juillet prochain à Cotonou face au Raja de Casablanca. Cette sortie à Bechar semble mal tombée pour les Canaris qui risquent de laisser des plumes devant des Saouris intraitables chez eux. A suivre également la sortie périlleuse du MCO à Chlef. Les Hamraouas logé au pied du podium et couvant une autre crise après la débâcle enregistrée at home face au CR Belouizdad se retrouvent face à une opération de rachat bien difficile dans un derby des extrêmes d'autant que l'adversaire, l'ASO un éternel rival sera dos au mur et n'aura droit à l'erreur pour essayer de s'extirper de la zone de turbulences. L'USMA, dans le wagon des outsiders revigorée par son succés à Relizane sera en position de force athome pour enfoncer le CABBA à la traine juste devant la lanterne rouge, la JSM Skikda. Cette derniere les deux pieds en enfer tentera un sursaut d'orgueil sans plus en recevant le PAC, capable de l'enfoncer encore plus. Chaud derby de l'Ouest à Tlemcen pour la survie. Le Widad dans une positon loin d'être encore rassurante aura à sortir le grand jeu et faire preuve de solidarité sans faille pour passer le cap du voisin de Sidi Bel Abbes semble plus critique au plus bas de l'échelle. Elkhadra risque gros et le moindre pas concédé aux Zianides sera très difficile à récupérer dans cette derniere ligne droite. C'est le cas de le dire aussi pour le NAHD en appel à Magra ou le NCM ne lui fera pas de cadeau pour se mettre à l'abri et bien préparer sa finale de coupe de la ligue face à la JSK. L'USB sera elle aussi tenu par l'obligation de résultat chez elle face à l'OM ; Tout comme l'ASAM en total déclin face au MCA .S/S

Aujourd hui :
Skikda : JSM Skikda-Paradou AC
Tlemcen: WA Tlemcen- USM Bel Abbès
Chlef: ASO Chlef- MC Oran
Alger (20 Aout 55) : CR Belouizdad- Relizane
Bologhine; USM Alger-CABB Arréridj
Magra: NC Magra- NA Hussein Dey
Sétif : ES Sétif- CS Constantine
Bechar : JS Saoura- Kabylie
Biskra : US Biskra- O Médéa
Ain Mlila : AS Aïn M'lila- MC Alger

FOOT/COUPE ARABE DES U20 (1/4 DE FINALE) :

L'Algérie se qualifie aux tirs au but face au Maroc (4-3)

LA SÉLECTION algérienne des moins de vingt ans s'est qualifiée mardi soir pour les demi-finales de la Coupe arabe 2021 de la catégorie, après sa victoire aux tirs au but face au Maroc (4-3).Le match s'était terminé sur le score d'un but partout, et ce sont les Marocains qui avaient ouvert la marque, par Mohamed Radid, ayant transformé un penalty à la 29e. Mais les jeunes algériens n'ont jamais perdu espoir dans ce derby et ont continué à y croire, même au-delà du temps réglementaire, ce qui leur a permis d'arracher une égalisation méritée, par Samy Mahour à la 90'+3.Après quoi, les deux équipes ont dû recourir aux tirs au but pour se départager, et la chance a finalement souri à l'Algérie (4-3). Le sélectionneur national Mohamed Lacet s'est dit «très satisfait» du rendement de ses joueurs, surtout qu'ils étaient revenus de loin pour arracher cette qualification. «Notre but est surtout de monter une équipe compétitive en prévision de la CAN-2023, prévue en Egypte, et cette Coupe arabe constitue une bonne expérience pour les jeunes dans cette perspective» a-t-il ajouté.
Un peu plus tôt dans l'après-midi, l'Egypte (Organisateur) avait facilement dominé le Tadjikistan (Invité d'honneur) sur le score de trois buts à zéro. Les réalisations des jeunes Pharaons ont été l'œuvre d'Ahmed Shérif, Ahmed Hawach et Youssuf Mohamed. L'Egypte a été ainsi la première nation de ce tournoi à se qualifier pour les demi-finales, avant de se voir rejointe un peu plus tard par l'Algérie.
Les deux autres quarts de finale sont prévus mercredi, avec le Sénégal (tenant du titre), qui donnera la réplique à l'Arabie saoudite, alors que la Tunisie affrontera les Comores. En demi-finale, l'Algérie affrontera le vainqueur du match Tunisie-Comores, alors que l'Egypte sera opposée au vainqueur de l'autre match.

ATHLÉTISME / MEETING DU CENTENAIRE DU MC ALGER

Zouina Bouzebra réalise un nouveau record d'Algérie au marteau

LA SPÉCIALISTE du lancer du marteau Zouina Bouzebra a signé la meilleure performance du meeting d'athlétisme du centenaire du MC Alger, disputé mardi au stade annexe du 5-Juillet (Alger),
en établissant un nouveau record d'Algérie de la spécialité avec un jet à 64.34m.Sacrée championne Arabe en Tunisie début juin, Bouzebra avait déjà battu le record national avec un jet à 65.20m, mais les organisateurs n'avaient pas homologué le record à cause du poids du marteau, qui n'était pas
conforme aux normes internationales. A l'occasion du meeting du centenaire du MCA, l'athlète de Bejaïa a réussi à battre une nouvelle fois le record national avec un lancer à 64.34m, améliorant son ancienne marque mesurée à 64.04m.Une autre athlète s'est distinguée lors de ce rendez-vous organisé à la date limite pour réaliser les minima de qualification aux Jeux olympiques de tokyo. Il s'agit de la jeune sprinteuse Rahil Hamel (100m haies) qui a décroché son ticket pour les Championnats du monde juniors prévus du 17 au 22 août au Kenya. Médaillée d'argent aux Championnats arabes en Tunisie, Rahil Hamel a battu son record personnel avec un chrono de (13.93), descendant pour la première fois sous la barre des 14 secondes. «Je suis très contente de ma performance aujourd'hui. C'était une course facile avec pas beaucoup de concurrentes et un vent favorable, mais je suis restée concentrée sur ma course pour réaliser le minima des Mondiaux
juniors», a-t-elle déclaré à l'APS. Un autre junior, à savoir, Karim Belmahdi a réalisé le minima du 1500m pour les mondiaux de la catégorie avec un chrono de 3'47»03. Déserté par les athlètes du GS Pétroliers, dont toutes les disciplines ont déclaré forfait depuis la reprise des compétitions sportives, et les têtes d'affiche de l'athlétisme national, le meeting du centenaire du MC Alger a tout de même enregistré la participation du spécialiste du 3000m steeple et qualifié aux JO de Tokyo, Bilal Tabti, de retour de blessure, qui a gagné la course avec un temps de 8'47»50. Le président du club sportif amateur (CSA) du Mouloudia d'Alger, Messaoud Tourki, s'est félicité de l'organisation de ce meeting d'athlétisme en commémoration du centenaire du club, assurant que «ce rendez-vous sera maintenu chaque année avec un cachet international pour les prochaines éditions». «Nous avons choisi la date du 29 juin pour permettre à nos athlètes de réaliser les minima pour les JO de Tokyo. Ce meeting d'athlétisme est également une occasion de rassembler la famille du Mouloudia, qui a toujours été un club omnisports», a-t-il déclaré.

ATHLÉTISME / JO DE TOKYO : L'ALGÉRIEN YASSINE HETHAT QUALIFIÉ SUR 800 MÈTRES

LE DEMI-FONDISTE algérien Yassine Hethat s'est qualifié mardi soir pour le 800 mètres des prochains Jeux Olympiques d'été, prévus du 23 juillet au 8 août à Tokyo, après avoir réalisé un chrono d'une minute 44 secondes et 24 centièmes, lors d'un meeting international en Espagne. Un temps intéressant, considéré comme un minima de participation aux prochaines Olympiades, au grand bonheur de la Fédération algérienne d'athlétisme, qui s'est empressée de publier une photo de Hethat, posant fièrement devant le tableau d'affichage qui indiquait ce chrono.Il s'agit de la deuxième qualification donc pour l'Algérie sur le 800 mètres des prochaines Olympiades, après celle de Djamel Sedjati, décrochée il y a quinze jours en France, lors du meeting international de Strasbourg, et pendant lequel il avait réalisé un chrono de 1:44.91.Hethat, drivé par le coach Amar Bénida, devient ainsi le septième Algérien en athlétisme à se qualifier officiellement pour les Olympiades nippones, après Taoufik Makhloufi (1500 mètres), Abdelmalik Lahoulou (400m/haies), Billel Tabti (3000 mètres steeple), Hicham Bouchicha (3000 mètres steeple), Yasser Mohamed-Tahar Triki (triple saut) et Djamel Sedjati (800 mètres).

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:23	12:33	16:25	19:57	21:36
CONSTANTINE	03:30	12:38	16:29	20:00	21:38
ALGER	03:42	12:52	16:44	20:15	21:55
OUARGLA	03:58	12:43	16:23	19:53	21:22
CHLEF	03:53	12:59	16:49	20:20	21:58
MOSTAGANEM	03:59	13:04	16:54	20:25	22:02
ORAN	04:03	13:07	16:56	20:27	22:04

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7032 — JEUDI 1er JUILLET 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	19°
Oran	28°	19°
Constantine	36°	16°
Ouargla	46°	31°

BILAN OPÉRATIONNEL DE L'ANP EN UNE SEMAINE

15 éléments de soutien au terrorisme et 53 narcotrafiquants arrêtés

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont mené durant la période du 23 au 29 juin de multiples opérations ayant permis notamment l'arrestation de 15 éléments de soutien aux groupes terroristes et 53 narcotrafiquants ainsi que la saisie de près de 6 quintaux de kif traité, indique un bilan opérationnel de l'ANP rendu public hier.



«Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, du 23 au 29 juin 2021, de multiples opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos Forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays», souligne la même source.

Ainsi, dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements combinés de l'ANP «ont appréhendé quinze (15) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, et en sus de l'énorme quantité de cocaïne (490,05 kilogrammes) saisie à Oran, objet du communiqué rendu public précédemment, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, 53 narcotrafiquants et saisi 5 quintaux et 95 kilogrammes de kif traité que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc», précise le bilan.

A ce titre, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières «ont arrêté, au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 20 narcotrafiquants et saisi 5 quintaux et 42 kilogrammes de kif traité, alors que 33 autres narcotrafiquants ont été appréhendés et 53 kilogrammes de la même substance ainsi que 22.065 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans d'autres Régions militaires».

Dans un autre contexte, des détachements de l'ANP «ont intercepté, à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, 351 individus et saisi 43 véhicules, 176 groupes électrogènes, 131 marteaux piqueurs, 14 détecteurs de métaux, 99 tonnes de mélange d'or brut et de pierres, des explosifs et outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 100 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande».

En outre, «8 fusils de chasse avec 7.500 cartouches pour fusils de chasse, 1.500 paquets de tabacs, 1.100 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Tébessa, Tiaret, In Amenas, Bouira, M'sila et Saïda. De même, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 9.990 litres ont été déjouées à Tindouf, Tébessa, El-Tarf et Souk Ahras».

Par ailleurs, les Garde-côtes «ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de 140 individus à bord d'embarcations de construction artisanale à Aïn Témouchent, Boumerdès, Mostaganem, Oran et El-Tarf, alors que 135 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Naâma, Tlemcen, Ghardaïa et In Amenas», ajoute le bilan.

S. O. B.

La chronique de Qahwet Lâarich

Par Nadji Azzouz

Â Alger, c'est al-Mutanabbi qu'on assassine !



C'EST LA FAUTE à Abou Tayyib al-Mutanabbi (915-965). Sans lui, c'est-à-dire sans son absence sur les étals des rares librairies d'Alger, le chroniqueur de Qahwet Laârich aurait été bien en peine de raconter encore sa ville. D'évoquer la convivialité et la poésie qui y foutent le camp. A petits pas, subrepticement. Ou de gloser, par dépit amoureux, sur cette surprenante inéligibilité au bonheur des siens. Des femmes et des hommes qui semblent avoir honte d'être heureux dans le pays du libertinage de la nature, du soleil, du ciel et de la mer.

Des Algérois qui ne savent pas être de leur ville ou plus du tout, n'ayant ni vocation pour les bonheurs simples ni une précipitation à croquer la vie à pleines dents ! Si Albert Camus, fils composé de Mondovi (Dréan aujourd'hui) et de Belcourt (Belouizdad), revenait à Alger, il ne célèbrerait plus ses «Noces» suivies de «l'été» qu'il vivait alors avec cette «joie étrange qui descend du ciel vers la mer». Et lorsqu'il aura constaté que les poètes n'habitent plus les rayons des librairies, pas plus que la littérature arabe ou française n'y trouve bonne place, il se dira, comme Jean-Jacques Rousseau, que «tout dégénère entre les mains des hommes».

En 2021, à Alger, ville de splendeurs exubérantes, mais aussi de tant de laideur nécrosée, «il n'y a rien ici pour qui voudrait apprendre, s'éduquer ou devenir meilleur». Camus, auteur de ce constat un tantinet injuste, mais réellement douloureux, parvenait paradoxalement à être heureux dans «ce pays sans leçon, qui ne promet ni ne fait entrevoir». Bien «singulier pays qui donne à l'homme qu'il nourrit à la fois sa splendeur et sa misère». Fille de Méditerranée, cité de la crasse étalée sous des lumières éblouissantes, Alger est aujourd'hui un amoncellement d'immondices et d'ennui. Ville de soleil ardent qui a constamment le dos tourné à la mer. Où ses habitants, esprits mélancoliques dans des corps silencieux, n'ont pas le pied dans l'eau. Gens qui regardent au lieu de voir la mélodie du monde qui vient à eux. Aujourd'hui, beaucoup plus qu'avant, le cœur n'est plus palpitant dans une ville où agonise l'esprit. Et où il meurt jusque sur les rayons de modestes librairies, où le livre relié du rigorisme et même de l'obscurantisme religieux exerce toujours son hégémonique magistère. Comme aurait dit Camus, que d'aucuns considèrent comme étranger à son propre pays, rien où accrocher une mythologie, une éthique, une esthétique, voire même une religion du beau, autre que celle du sacré cinq fois ritualisé.

Alger étouffe de ne plus pouvoir supporter fast-food radioactifs, magasins du hideux et temples du contrefait qui remplacent ses rares cinémas, ses si peu nombreuses librairies, ses rarissimes cathédrales de la gastronomie et ses temples tout aussi rares du théâtre. L'ennui y est roi et le vulgaire, dictateur.

Le FIS, le GIA, le GSPC, AQMI, Twitter, Facebook, YouTube, la 4G, le FLN, le RND et bien d'autres acteurs de la régression inféconde, y sont certes pour quelque chose, mais ils ont tout de même bon dos. Ici, une singulière vocation pour l'ennui, et une propension à amonceler immondices et mauvais goût. Dans cette ville à nulle baie maritime pareille, les foules ne sont pas sentimentales, le passé est parfois inhibiteur, le présent souvent insupportable et le futur redouté d'être anxiogène. «Pas un lieu où la mélancolie puisse se sauver d'elle-même». Camus, toujours Camus, qui aurait réécrit «La Peste» s'il voyait que la raison critique a abdiqué depuis que la fatwa des ténèbres façonne nombre d'esprits et détermine tant d'attitudes.

Dans les librairies de la capitale, dans la blogosphère, sur les réseaux sociaux et via les satellites, prêcheurs, prédicateurs et imprécateurs édictent des fatwas favorables à la nécrophilie et défavorables aux femmes. On comprend mieux alors la décrépitude d'Alger et le délabrement des esprits lorsqu'on y voit des écrits rendre licite l'acte sexuel avec le cadavre de son épouse, juste avant son enterrement. Et lire une autre fatwa qui interdit le vélo aux filles d'Eve, au motif que la selle de bicyclette serait un vibromasseur onanique prohibé ! Sans compter les dits et les édits proscrivant la conduite féminine des voitures et le port du pantalon, ainsi que l'interdiction pour les femmes d'aller surfer sur Internet sans être accompagnées d'un «mahram», cet indispensable tuteur licite.

Il en est ainsi des lieux où crève l'esprit. Cités dortoirs où échouent les rêves dans une ville qui ne veut plus être éblouie par la lumière d'un soleil torride, et qui s'est fermée aux lumières du beau. A Alger, vous dit-on, c'est al-Mutanabbi qu'on assassine !